

Formulaire d'annonce pour les ressortissants étrangers dans le cadre du regroupement familial / de la préparation du mariage / du partenariat enregistré vers un ressortissant d'états tiers (lorsque l'entrée a déjà eu lieu)

(Art. 43, 44, 45, 52 et 85 de la Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration LEI, Loi fédérale sur le partenariat LPart)

Indications sur le requérant entré en Suisse :

Nom	Prénom(s)	Prénom usuel
_____	_____	_____
Date de naissance	Lieu de naissance	Pays de naissance
_____	_____	_____
Nationalité(s)	Nom et prénom de la mère	Nom et prénom du père
_____	_____	_____
N° de téléphone	Adresse e-mail	Confession
_____	_____	_____
N° de passeport	Date de délivrance du passeport	Date d'échéance du passeport
_____	_____	_____

Sexe f m

Etat civil :

célibataire divorcé(e) séparé(e) marié(e) partenariat dissous
 partenariat enregistré veuve/veuf **Depuis le:** _____

Date de l'entrée en Suisse: _____
Date de l'annonce: _____
Arrivée de (lieu/pays): _____
Rue: _____
NPA/lieu: _____
Commune: _____

Condamnations en Suisse ou à l'étranger: oui, indication du pays _____ non
Procédures pénales en suspens: oui, autorité compétente _____ non

Indications sur les enfants de moins de 18 ans entrés en Suisse :

Nom	Prénom(s)	Date de naissance	Nationalité
_____	_____	_____	_____
Confession	Sexe		
_____	<input type="checkbox"/> f <input type="checkbox"/> m		
Nom	Prénom(s)	Date de naissance	Nationalité
_____	_____	_____	_____
Confession	Sexe		
_____	<input type="checkbox"/> f <input type="checkbox"/> m		
Nom	Prénom(s)	Date de naissance	Nationalité
_____	_____	_____	_____
Confession	Sexe		
_____	<input type="checkbox"/> f <input type="checkbox"/> m		

Indications sur les enfants de moins de 18 ans souhaitant entrer en Suisse :

Nom	Prénom(s)	Date de naissance	Nationalité
_____	_____	_____	_____
Confession	Sexe		
_____	<input type="checkbox"/> f <input type="checkbox"/> m		
Nom	Prénom(s)	Date de naissance	Nationalité
_____	_____	_____	_____
Confession	Sexe		
_____	<input type="checkbox"/> f <input type="checkbox"/> m		
Nom	Prénom(s)	Date de naissance	Nationalité
_____	_____	_____	_____
Confession	Sexe		
_____	<input type="checkbox"/> f <input type="checkbox"/> m		

Indications sur les enfants de moins de 18 ans qui n'entrent pas en Suisse :

Nom	Prénom(s)	Date de naissance	Nationalité
_____	_____	_____	_____
Confession	Sexe		
_____	<input type="checkbox"/> f <input type="checkbox"/> m		
Nom	Prénom(s)	Date de naissance	Nationalité
_____	_____	_____	_____
Confession	Sexe		
_____	<input type="checkbox"/> f <input type="checkbox"/> m		
Nom	Prénom(s)	Date de naissance	Nationalité
_____	_____	_____	_____
Confession	Sexe		
_____	<input type="checkbox"/> f <input type="checkbox"/> m		

Données de la personne résidant en Suisse :

Nom	Prénom(s)	Date de naissance	
_____	_____	_____	
Nationalité(s)	Sexe	N° SYMIC	Titre de séjour de la catégorie
_____	<input type="checkbox"/> f <input type="checkbox"/> m	_____	L <input type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> C <input type="checkbox"/>
Adresse _____			

Questions à la personne résidant en Suisse:

Où sont actuellement domiciliés les membres de la famille concernés par le regroupement ?

Quel est votre salaire mensuel net avec allocations ? _____

Disposez-vous d'un 13^e mois de salaire ? _____

Quel est le montant du loyer, charges comprises ? _____

Quel est le nombre de pièces ? _____

Quel est le montant de vos dettes/emprunt ? _____

Quel en est l'amortissement mensuel ? _____

Quelles sont vos autres obligations financières ? _____

La famille vivra-t-elle en ménage commun ? _____

Le requérant/les requérants atteste(nt) avec sa/leur signature ses/leurs déclarations conformes à la réalité. De fausses indications ou des dissimulations de faits essentiels sont punissables et peuvent entraîner des mesures en matière de police des étrangers (art. 118 LEI).

En outre, par sa/leur signature, le requérant/les requérants confirme(nt) avoir pris connaissance que selon l'art. 90 LEI, les étrangers et les tiers participant à une procédure prévue par la présente loi doivent collaborer à la constatation des faits déterminants pour son application. Il(s) doit/doivent notamment fournir des indications exactes et complètes sur les éléments déterminants pour la réglementation du séjour et transmettre les moyens de preuves nécessaires ou s'efforcer de les présenter dans un délai (30 jours) raisonnable.

Lieu/date

Signature du requérant/représentant légal

.....

.....

Lieu/date

Signature de la personne résidant en Suisse (conjoint etc.)

.....

.....

Afin que les conditions relatives au droit des étrangers selon LEI puissent être examinées, certains documents doivent être joints à la demande. Pour déterminer les moyens financiers un calcul CSIAS sera effectué dès réception des documents. Par conséquent, nous vous prions de joindre à votre demande les pièces suivantes, respectivement de les remettre au Secteur Migrations à Bienne **dans les 30 jours**:

Documents à soumettre par le demandeur:

- Copie de l'acte de mariage avec traduction, respectivement une confirmation de l'office de l'état civil indiquant qu'une procédure préparatoire de mariage a été entamée, respectivement l'acte de partenariat de l'office de l'état civil
- Dans le cas où une procédure préparatoire de mariage a été entamée, veuillez transmettre la garantie de prise en charge financière
- Lorsqu'une demande de regroupement familial est déposée en faveur d'un enfant, il est indispensable de transmettre une copie de l'acte de naissance y compris la traduction, une attestation de droit de garde avec traduction ou jugement de reconnaissance avec traduction, déclaration de consentement de l'autre parent authentifiée par un notaire y compris la traduction et consentement du conjoint actuel
- Copie de l'extrait du casier judiciaire du pays d'origine avec traduction
- Photos, sur lesquelles la requérante/le requérant et la personne résidant en Suisse apparaissent ensemble
- Une estimation des coûts d'une assurance-maladie qui indique la prime mensuelle ainsi que la franchise annuelle
- Certificat des connaissances linguistiques de la langue parlée au lieu de domicile de la requérante/du requérant indiquant le niveau de référence A1, respectivement une confirmation d'inscription à un cours linguistique de la langue parlée au lieu de domicile indiquant le niveau de référence A1 (exception : les enfants et les membres de famille de personnes au bénéfice d'une autorisation de courte durée ne sont pas soumis à l'obligation de preuve)
- Copie d'un passeport national valable (indiquant quand l'entrée en Suisse a eu lieu ; cachet d'entrée etc.)

Documents à soumettre par la personne résidant en Suisse:

- Copie du contrat de bail indiquant le nombre de personnes qui vivent actuellement dans l'appartement (dans des ménages à plusieurs personnes, veuillez indiquer le montant de la part de loyer de la personne concernée)
- Copie du contrat de travail indiquant si un 13ème salaire est versé ou non
- Indications concernant les dépenses mensuelles pour le trajet et les repas
- Lorsqu'une demande de regroupement familial est déposée en faveur d'un enfant, la personne qui travaille en Suisse doit demander à son employeur de lui indiquer le montant de l'éventuelle allocation familiale. Veuillez transmettre une attestation écrite de l'employeur
- Copie des fiches de salaire des quatre derniers mois
- Possédez-vous un véhicule ? Si oui, le véhicule a-t-il été payé en une fois ou est-ce qu'un contrat de leasing a été conclu ? Veuillez transmettre une copie de la quittance/confirmation de paiement ou du contrat de leasing
- Indications concernant des dettes existantes (en cas d'endettement, veuillez indiquer si les dettes sont remboursées ou si un arrangement de paiement a été convenu. En outre, veuillez fournir les justificatifs nécessaires)
- Extrait actuel du registre des poursuites du lieu de domicile actuel ainsi que des lieux de domicile des cinq dernières années
- Attestation du service social du lieu de domicile actuel ainsi que des lieux de domicile des cinq dernières années (indiquant le montant total octroyé jusqu'à ce jour et la durée de la dépendance sociale, pour autant que des prestations sociales aient été perçues)
- Copie de la police d'assurance-maladie indiquant la prime mensuelle ainsi que la franchise annuelle
- Au cas où des prestations complémentaires, une rente AI ou des indemnités de chômage sont perçues, veuillez transmettre la décision relative aux prestations complémentaires, à la rente AI ou aux indemnités de chômage de l'autorité compétente en la matière

Attention : joindre uniquement une copie des documents demandés. Nous ne pourrions pas être tenus responsables de la perte de documents originaux.